

Insertion socioprofessionnelle : entre illusions politiques et réalités de terrain

Carte blanche publiée sur le site de l'Écho le 17 septembre 2025

The screenshot shows the top navigation bar of the L'Écho website with categories like 'Actualité', 'Investir', 'Mon Argent', and 'Sabato'. Below the navigation bar, there are several news snippets. The main article title is 'Opinion | Insertion socioprofessionnelle: entre illusions politiques et réalités de terrain' by ANNE-HÉLÈNE LULLING, published on September 17, 2025. The article's lead sentence is: 'À l'heure où les politiques dénoncent un système d'insertion socioprofessionnelle inefficace et où cette question est réduite à un problème de volonté, la réalité vécue par les demandeurs d'emploi met en lumière les véritables obstacles à leur retour sur le marché du travail.' To the right of the article, there is a 'Les plus lus' section with three items: 'Les nouvelles sanctions européennes contre la Russie retardées par Trump', 'Pourquoi des sponsors provoquent une crise entre Nafi Thiam et la fédération belge d'athlétisme', and 'Entre provocations et sanctions: la crise Russie-Otan s'aggrave'.

À l'heure où les politiques dénoncent un système d'insertion socioprofessionnelle inefficace et où cette question est réduite à un problème de volonté, la réalité vécue par les demandeurs d'emploi met en lumière les véritables obstacles à leur retour sur le marché du travail.

En cette période de rentrée, divers mandataires politiques ont notamment déclaré que "les personnes très éloignées du marché de l'emploi doivent réapprendre les bases : apprendre à se lever, avoir un rythme professionnel" et multiplié les sorties contre "un système d'insertion inefficace", accusé de favoriser "l'inactivité plutôt que le travail" ; **une vision qui réduit l'exclusion à une question de comportement individuel et d'effort personnel.**

Cette rhétorique masque **les causes réelles du chômage de longue durée.** Le chômage n'est pas la conséquence d'une prétendue paresse collective, mais c'est, entre autres, **le résultat d'inégalités structurelles** : difficultés de mobilité, manque de places en crèche, discriminations à l'embauche, problèmes de logement ou de santé mentale.

C'est aussi le fait de l'évolution rapide du marché du travail, qui oblige les candidats à **disposer de compétences plus élevées et à s'adapter constamment.** Faire croire que tout se résume à "se lever le matin" revient à détourner le regard de la responsabilité des pouvoirs publics et des employeurs.

L'insertion, une échelle qu'on fragilise

En Wallonie, les centres d'insertion socioprofessionnelle (CISP) constatent au quotidien une autre réalité. Ce que les enquêtes révèlent, c'est que **ces stagiaires ont peu de soutien familial**, ils disposent rarement d'un moyen de transport personnel et utilisent les transports en commun. Les témoignages des acteurs de terrain qui accompagnent les stagiaires décrivent **des femmes et des hommes courageux**.

Comme Leïla, **maman solo, habitante d'un petit village mal desservi en bus**, qui se lève à cinq heures pour préparer et déposer ses enfants à l'école avant de faire un trajet d'une heure pour se rendre en formation afin de développer ses compétences dans les métiers de l'horeca.

Ou Marco, 53 ans, qui a perdu son emploi après une faillite, qui postule depuis plusieurs mois sans résultat et qui décide de **reprendre une formation de chauffeur de bus**. Faut-il leur apprendre à se lever le matin ?

Le chemin vers l'emploi n'est pas une échelle que l'on gravit aisément. Heureusement, des acteurs de l'insertion socio-professionnelle aident à grimper les premiers échelons, permettant ainsi à leurs stagiaires de **reconstruire un projet professionnel**, maîtriser des savoirs de base, valider des compétences et d'accéder ensuite à des formations qualifiantes.

Affaiblir ces acteurs, comme le prévoit la **"rationalisation" voulue par le gouvernement wallon**, c'est condamner les personnes plus éloignées de l'emploi à rester au pied de l'échelle. Au contraire, une société digne se construit en renforçant ces tremplins, pas en stigmatisant ceux qui en ont besoin.

Non, il ne suffit pas de traverser la rue pour trouver un emploi

Comme cela a été démontré par l'Institut wallon de l'évaluation, de la prospective et de la statistique (**IWEPS**) (1), les politiques qui misent uniquement sur un retour rapide à l'emploi via des aides à l'embauche n'ont pas permis d'améliorer la situation des jeunes faiblement qualifiés. **Les employeurs n'embauchent pas "à tout prix", ils exigent un socle de compétences de base et une formation suffisante.**

Les résultats ne se mesurent pas seulement en "taux d'insertion immédiate", mais aussi en **victoires invisibles : lever un frein de mobilité, apprendre à travailler en équipe, passer son CEB, retrouver de la motivation** dans un projet professionnel.

Ces étapes sont des conditions indispensables pour une insertion durable. A contrario, renvoyer trop vite un demandeur d'emploi de longue durée vers un poste, sans préparation suffisante, entraîne des risques d'échec élevés: **méconnaissance des règles de sécurité, fragilités physiques, difficultés d'intégration**. Les arrêts maladie et les accidents de travail en témoignent.

Réformer la politique d'insertion socioprofessionnelle sans partir de la réalité et des besoins des personnes éloignées de l'emploi, mais en les enfermant dans des caricatures, c'est les condamner, pour la plupart, à **terminer sur une voie de garage. Miser sur l'accompagnement global** et sur la consolidation des premiers échelons de l'échelle, c'est leur offrir une vraie chance de réaliser l'ascension vers un emploi digne et durable.

Anne-Hélène Lulling

Secrétaire générale de l'Interfédération des centres d'insertion socioprofessionnelle (CISP)

(1) Rapport de recherche : [Quel effet des aides à l'embauche sur l'emploi des jeunes faiblement scolarisés en Wallonie ? Une évaluation d'impact du subside Impulsion moins de 25 ans - Iweps](#) – 5 juillet 2023.